



République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche Scientifique
Université El-Wancharissi - Tissemsilt



Faculté : Lettres et Langues Etrangères

Département : Langue Française

Année Universitaire : 2025/2026

Promotion : L2

Semestre : 4

Module : Civilisation de la langue d'étude

Suite (La France du Front populaire)

3) Des réformes sociales et structurelles majeures

Face à l'échec des gouvernements précédents, dont les politiques déflationnistes n'ont pas permis de résoudre la crise, la SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière), devenue le premier parti de France, forme en 1936 le premier gouvernement socialiste de la Troisième République sous la direction de Léon Blum. Ce gouvernement du Front populaire lance une série de réformes sociales et structurelles ambitieuses.

Dès l'élection de 1936, avant même la formation du gouvernement, des grèves massives éclatent dans tout le pays, rassemblant jusqu'à deux millions de grévistes. Ces mouvements, souvent accompagnés d'occupations d'usines, visent à obtenir des hausses de salaires et des améliorations des conditions de travail. Sous la pression, le patronat finit par céder, et les Accords de Matignon sont signés le 7 juin 1936 entre les représentants du patronat, des syndicats et le gouvernement. Ces accords prévoient des hausses de salaires de 7 à 15 %, la reconnaissance des conventions collectives et l'établissement de délégués du personnel dans les entreprises. Ces mesures visent à relancer la consommation et, par conséquent, la production.

Les Accords de Matignon sont complétés par des lois adoptées les 11 et 12 juin 1936, qui instaurent deux réformes majeures :

- Les congés payés (15 jours par an), permettant aux travailleurs de se reposer et de voyager, ce qui contribue au développement du tourisme de masse.

- La semaine de 40 heures, destinée à réduire le chômage en partageant le travail.

Léon Blum qualifie sa politique de « reflation¹», une alternative à la déflation² et à l'inflation³, visant à stimuler l'économie tout en évitant une hausse excessive des prix.

Le Front populaire lance également des réformes structurelles :

- En août 1936, l'Office National Interprofessionnel du Blé (ONIB) est créé pour réguler les prix du blé, soutenir les agriculteurs et racheter les surplus, offrant ainsi une sécurité aux producteurs céréaliers.

- La Banque de France est réformée pour réduire l'influence des « 200 familles », les actionnaires privés qui détenaient le pouvoir de décision. Un conseil général de 20 membres remplace l'ancien conseil des régents, et deux représentants du ministère des Finances y siègent de droit. Cette réforme vise à limiter l'opposition de la Banque de France aux politiques gouvernementales.

- Le Front populaire procède à quelques nationalisations, notamment dans le secteur de l'armement et de l'aéronautique, dont les usines sont déplacées de Paris à Toulouse pour des raisons stratégiques. En 1937, sous le gouvernement de Camille Chautemps, les chemins de fer sont nationalisés avec la création de la SNCF (Société Nationale des Chemins de Fer Français).

Bien que le Front populaire ait été de courte durée, ses réformes sociales et économiques ont marqué durablement la société française, améliorant les conditions de vie des travailleurs et posant les bases d'une économie plus régulée.

4) Des résultats économiques décevants

Malgré les réformes sociales importantes mises en place par le Front populaire, Léon Blum se heurte rapidement à des difficultés économiques majeures. Les hausses de salaires issues des Accords de Matignon sont rapidement neutralisées par une inflation galopante, en partie causée par l'augmentation des salaires eux-mêmes. Par ailleurs, le franc, fortement surévalué, subit des attaques sur le marché des changes, ce qui aggrave le déficit commercial de la France. Blum, qui refusait initialement toute dévaluation, finit par s'y résoudre en septembre 1936 : le franc est mis en flottement, puis une nouvelle monnaie, le franc Auriol (du nom du ministre des Finances), est créée.

¹ Politique économique visant, par voie budgétaire ou monétaire, l'accroissement de la production et de la demande ainsi que la reprise de l'emploi, après une déflation ou une récession.

² Baisse généralisée et durable du niveau moyen des prix des biens et services dans une économie, généralement associée à une politique de diminution de la monnaie et du crédit en circulation dans une économie.

³ Une situation de hausse généralisée et durable des prix des biens et des services

Cependant, cette dévaluation, tardive et de faible ampleur, ne permet qu'une reprise modeste des exportations et de l'économie en général.

Le Front populaire ne parvient ni à réduire le chômage, ni à relancer durablement la consommation et la production. Dès l'automne 1936, ces échecs suscitent de vives critiques. Face à ces difficultés, Blum annonce une pause dans les réformes au début de l'année 1937, mais il est contraint de démissionner en juin 1937. Camille Chautemps lui succède, mais il ne parvient pas à redresser la situation économique. Lorsque Blum revient brièvement au pouvoir au printemps 1938, il échoue à obtenir les pleins pouvoirs financiers nécessaires pour mettre en œuvre une véritable relance keynésienne.

Finalement, en 1938, le radical Édouard Daladier, jusque-là ministre de la Défense nationale, forme un gouvernement soutenu par la droite. Ce gouvernement marque la fin du Front populaire, les radicaux quittant la coalition de gauche. Daladier dévalue une nouvelle fois le franc et revient sur certaines réformes sociales du Front populaire, cherchant à relancer l'économie par une politique plus libérale.

5) La France à la veille de la Seconde Guerre mondiale

En 1939, la situation de la France reste préoccupante. Bien qu'une légère reprise économique soit observable à partir de la fin de l'année 1938, la production industrielle est encore inférieure de 20 % à son niveau de 1929. Les investissements insuffisants des années 1930 n'ont pas permis à la France de se préparer efficacement à la guerre. De plus, le pays fait face à un déclin démographique persistant, avec un taux d'accroissement naturel négatif à partir de 1935.

Pendant ce temps, l'Allemagne nazie renforce considérablement son potentiel industriel et militaire, testant ses nouveaux équipements lors de la Guerre d'Espagne (1936-1939), à laquelle la France refuse de participer. Ces facteurs contribuent à l'effondrement rapide de la France face à l'armée allemande en 1940 : en seulement cinq semaines, la France est vaincue et signe l'armistice le 22 juin 1940. Cette défaite rapide révèle les faiblesses structurelles de la France, tant sur le plan économique que militaire, à la veille de la Seconde Guerre mondiale.